



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

20 novembre 2023

Contre tous les racismes, contre toutes les divisions, l'unité de la classe ouvrière

Le gouvernement continue d'instrumentaliser le conflit israélo-palestinien, voulant faire passer pour des antisémites tous ceux qui dénoncent le massacre en cours à Gaza. Mais dénoncer les crimes de guerre que sont les bombardements massifs sur les immeubles d'habitation, les hôpitaux et les camps de réfugiés, n'a rien à voir avec de l'antisémitisme. Tandis que, dans le monde entier, y compris en France, les manifestations ne désemplissent pas de semaine en semaine pour réclamer que cesse le massacre, une manifestation contre la guerre dans la bande de Gaza a réuni en Israël, à Tel-Aviv, des centaines de personnes samedi 18 novembre, rassemblant des citoyens juifs et arabes.

Netanyahou a de plus en plus de mal à faire valider le degré de barbarie utilisé contre le peuple palestinien. Ici Macron parle désormais de « soigner les enfants de Gaza ». À croire que le rejet de sa politique de soutien inconditionnel à l'État d'Israël commence à se faire sentir.

Diviser pour mieux régner... et paver la voie au RN

En nous interdisant de manifester à de nombreuses reprises, le gouvernement français s'est attaqué à nos libertés. Et maintenant, avec sa loi « Immigration », c'est à l'ensemble de notre classe sociale qu'il s'attaque. Il pointe du doigt tous ceux d'entre nous qui sont enfants d'immigrés et toutes celles et ceux, sans papiers et donc sans droits, qui font partie du monde du travail ou ne tarderont pas à en faire partie.

Toute cette surenchère raciste et écœurante ne vise qu'à tenter de diviser la population et à semer la haine. Quitte à marcher sur la tête, en témoigne l'opération de grande manifestation prétendument contre l'antisémitisme, avec la participation du Rassemblement national (RN), un parti notoirement raciste et antisémite. Macron, élu deux fois grâce au chantage au « barrage républicain » face à Le Pen, n'a vraiment aucune honte. Non seulement ce gouvernement ne constitue aucun barrage ou cordon sanitaire face à l'extrême droite, mais il lui pave la voie.

Ni antisémitisme, ni racisme d'aucune sorte

C'est d'ailleurs avec la droite et l'extrême droite qu'il compte bien faire passer sa nouvelle loi « Immigration ». Macron renoncerait certes à son projet de référendum sur l'immigration, n'ayant pas trouvé assez de soutien politique pour modifier la

Constitution. Mais son ministre de l'Intérieur, Darmanin, s'affiche tous les jours avec les élus Les Républicains et RN, unis dans leur volonté de faire passer un projet de loi toujours plus xénophobe. Le Sénat a ainsi remis en cause la régularisation par le travail dans les métiers en tension, l'automaticité du droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers, le regroupement familial, l'Aide médicale d'État (AME) permettant aux sans-papiers de se faire soigner... avec la bénédiction de Darmanin. Aucun médecin n'a le droit de refuser de soigner quelqu'un et, fort heureusement, des soignants ont d'ores-et-déjà fait savoir qu'ils continueront à s'occuper des migrants indépendamment de la démagogie raciste de la majorité sénatoriale et de Darmanin. Ce dernier, sur son compte X (anciennement Twitter), déroule tous les jours la liste des étrangers expulsés. Comme le fait remarquer un préfet : « *Personne n'avait osé faire ça* »...

Face à ces nouvelles manœuvres de division, affirmons notre solidarité d'exploités, notre solidarité de classe, la seule qui nous permettra de nous mobiliser contre les attaques de ce gouvernement, contre l'exploitation au travail et contre toute la barbarie générée par le monde capitaliste, à l'image de ce qui se passe aujourd'hui à Gaza. C'est dans la rue que nous devons dire non à la loi immigration et affirmer notre solidarité avec le peuple palestinien, et cela, tant qu'il le faudra !

On ne les a pas vus une seringue à la main

Les agents de l'UPC livrent tous les jours les chariots repas à Saint-Jacques. Mais, le mercredi, c'est une équipe de chez Bovis qui livre les boissons.

Sur le CHU, cette entreprise est omniprésente : auparavant le matériel inutilisé du CHU était stocké dans leurs hangars, aujourd'hui on peut les voir arriver pour revisser quelque chose au mur, en lieu et place des ouvriers de l'hôpital en sous-effectif notoire.

Tout va très bien madame la marquise !

La direction est très contente de la mise en place du nouveau logiciel pour les secrétariats, qui s'est faite à la date prévue. Le problème, c'est qu'elle est la seule. Les secrétaires ont des difficultés pour fixer des rendez-vous et les médecins n'ont pas été formés. La direction n'en fait qu'à sa tête sans demander l'avis des gens concernés et en attendant, c'est nous qui essayons les plâtres.

Fausse bonne idée

Dans les équipes qui travaillent de nuit, il y aurait un gros absentéisme. La nouvelle DRH envisage de faire tourner les équipes de jour et de nuit en alternance. Ça n'arrangera rien.

Scandaleuse aggravation de la pauvreté

Le Secours catholique de Franche-Comté vient de présenter son rapport annuel sur l'état de la pauvreté dans la région. D'après leurs statistiques, les trois quarts des personnes rencontrées dans leurs structures vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 807 euros par mois. Le niveau de vie médian des personnes reçues par cette association est de 252 euros en Franche-Comté, ce qui représente moins de 9 euros par jour.

La grande pauvreté continue d'augmenter et touche tout particulièrement les femmes.

Suppression de l'AME pour les sans-papiers : des médecins disent non

Dans un appel transmis à l'AFP, 3 500 médecins salariés et libéraux opposés à la suppression de l'aide médicale de l'État aux sans-papiers, s'engagent à « désobéir » et à continuer de les soigner gratuitement. Nathan Peiffer-Smadja, un infectiologue à l'hôpital Bichat de Paris qui a signé cet appel, explique que cette mesure est contraire au serment d'Hippocrate, car « on prête serment en disant qu'on donnera nos soins à quiconque le demandera, y compris les indigents ». Cet appel à désobéir, c'est une façon pour les médecins « de rester fidèles à cette ligne ». Bravo les toubibs !

La barbarie au pouvoir en Argentine

Avec 56 % des voix et plus de 14 millions de votes, le politicien d'extrême droite Javier Milei a remporté les élections en Argentine. Ce score est avant tout le résultat du désastre social en cours et du profond rejet du gouvernement péroniste dont la politique d'austérité, sous les ordres du FMI, n'a fait que plonger dans la pauvreté plus de 40 % de la population.

Il faudra voir jusqu'où Milei pourra appliquer son programme réactionnaire, répressif et anti-ouvrier. Car pour avancer vers la privatisation complète de la santé ou de l'éducation, pour approfondir la précarisation du travail ou pour revenir sur le droit à l'avortement, Milei devra aussi faire face à de fortes réactions populaires. Il a pu faire des voix, une autre paire de manche sera d'affronter une révolte sociale.

Le meurtrier de Nahel remis en liberté

Le flic meurtrier de Nahel a été remis en liberté et récompensé par l'extrême droite d'un pactole de 1,6 million d'euros via une cagnotte en ligne. Hier à Nanterre, une manifestation a eu lieu pour protester contre cette injustice. Quand une société prétend rendre « justice » par des décisions aussi clairement injustes, il est grand temps de la renverser !

Dix ans de plus d'empoisonnement

La Commission européenne a annoncé qu'elle allait renouveler pour dix ans l'autorisation d'utilisation en agriculture du glyphosate, un herbicide classé « cancérigène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer. La France, l'Allemagne et l'Italie se sont abstenues, ce qui a permis au texte de passer. Macron tweetait en 2017 : « J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France [...] et au plus tard dans trois ans. » Il n'a pas tenu parole... une fois de plus.

Hausse du chômage au deuxième trimestre : la faute au « modèle social » ?

D'après l'Insee, le chômage repart à la hausse... le ministre de l'Économie a aussitôt réagi et s'en est pris à « notre modèle social » qui serait trop généreux. Parmi les « solutions » proposées par le ministre de l'Économie : « réfléchir au dispositif d'indemnisation du chômage » c'est-à-dire, en langage clair, réduire les conditions d'accès aux allocations, leur montant, les durées d'indemnisation, etc. Bref, de nouvelles attaques contre les chômeurs pour mieux s'en prendre à l'ensemble des travailleurs !

